

dans l'agriculture, l'industrie, les logements, etc. Elle ne comprend pas la valeur des ressources naturelles inexploitées mais seulement la richesse naturelle déjà appropriée. Par exemple, elle comprend la valeur des machines et de l'outillage employés dans les mines de charbon mais non pas le charbon qui n'a pas encore été retiré de la mine; les bateaux pêcheurs mais non le poisson de la mer; les usines électriques et l'outillage servant au développement des forces hydrauliques mais non les chutes d'eau elles-mêmes. Dans le cas de la richesse forestière une exception partielle est faite en y incluant les matières premières accessibles. En faisant la comparaison entre les différentes provinces il faut se rappeler que cette méthode tend à diminuer la richesse de n'importe quelle section du pays qui est riche en mines, en pêcheries ou en forces hydrauliques parce que, s'il est presque impossible d'estimer la valeur de ces ressources dans la mesure où elles sont connues et susceptibles d'une exploitation profitable dans les conditions présentes, elles n'en ont pas moins de valeur.

Quelle que soit la méthode employée, on se heurte à de nombreux obstacles lorsqu'il s'agit de réduire à un dénominateur commun tous les facteurs qui constituent la richesse, facteurs qui, une fois créés, ne sont pas assujettis à des oscillations prononcées. Les estimations relatives à la richesse nationale devraient être exprimées toujours en termes de monnaie nationale. Et pourtant, le pouvoir d'achat de l'unité monétaire oscille continuellement: depuis 1929 il a augmenté de plus de 50 p.c. (février 1933) si on prend pour base les prix de gros. Même en 1930, l'indice moyen des prix de gros accuse un fléchissement de près de 10 p.c. sur 1929, tandis qu'au mois de décembre la moyenne était de 19 p.c. plus basse qu'en décembre 1929.

Ces réductions prononcées réagissent tout d'abord sur les denrées de production courante, de sorte que la valeur (en dollars) de la production se trouve diminuée de même que le revenu national du pays où la plupart des habitants sont des producteurs. En définitive, un fléchissement persistant de ce genre affecte la valeur des biens-fonds, de l'outillage, etc., et a pour effet une diminution de la richesse nationale exprimée en dollars.

La première estimation officielle publiée par le Bureau Fédéral de la Statistique était pour 1921, étant basée sur les données du recensement de l'année. La richesse nationale était estimée à \$22,195,000,000. De nouvelles estimations donnent \$25,673,000,000 en 1925 et \$27,668,000,000 en 1927. Les estimations précédentes pour 1921, 1925 et 1927 ne sont donc pas strictement comparables avec celles de 1929 et 1933 mais elles le sont suffisamment pour plusieurs fins. L'estimation de 1929 est de \$31,276,000,000 et celle de 1933 de \$25,768,000,000. La première présente le tableau du moment où la prospérité domestique était à son sommet, tandis que celle de 1933 reflète la baisse des valeurs résultant de la dépression. C'est la dernière qui ait été publiée.

**Détails de la richesse du Canada, 1929 et 1933.**—Dans l'énumération des éléments constitutifs de la richesse nationale, au tableau 41, tout double emploi a été soigneusement évité. Dans l'étude de chaque chiffre, il faut se rappeler qu'il ne couvre qu'une partie de la richesse dans sa nomenclature. Ainsi, l'entrée "Pêcheries" ne couvre que le capital engagé dans les opérations primaires, tandis que le capital engagé dans les conserveries et les saurisséries entre sous la nomenclature de manufactures, bien que la richesse qu'il représente puisse être considérée faisant partie des pêcheries. De la même manière, l'entrée manufactures ne comprend pas les terrains et bâtiments des centres urbains qui figurent sous l'en-tête "immeubles urbains".\*

\* Une plus ample explication de la composition des éléments séparés est contenu dans le bulletin "Richesse nationale du Canada", qui peut sur demande être obtenu du Statisticien du Dominion.